

Communiqué de la Délégation des Communautés. 19^{ème} Réunion du Conseil d'Administration du Fonds Mondial, 5-6 mai 2009 Genève, Suisse

INTRODUCTION

La 19^{ème} réunion du Conseil d'Administration du Fonds Mondial s'est tenue du 5 au 6 Mai 2009 à Genève en Suisse

La 19^{ème} réunion du Conseil d'Administration du Fonds mondial est la première après la fin de l'Accord de services administratifs avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et a mis en évidence des problèmes liés aux procédures administratives actuelles du secrétariat, autant que la capacité d'adaptation du Fonds Mondial face à la crise financière mondiale. Cette réunion du Conseil d'Administration est également la première après le processus de transition qui a vu l'arrivée d'un nouveau membre du Conseil d'Administration, un membre suppléant du Conseil d'Administration et un point focal communication au sein de la délégation.

Ce qui précède autant que les principales décisions de cette réunion sont décrites plus en détail dans les lignes qui suivent:

SOUVENIR

Lors de cette réunion, une initiative a été prise par les Délégation des Communautés pour allumer une bougie au début de la réunion du Conseil à la mémoire de Mme Lynde Francis, un ancien membre de la Délégation des Communautés et membre du Conseil d'Administration. Au nom de la délégation des Communautés, Shaun Mellors a allumé la bougie, rendu hommage et une minute de silence a été observée. Voici la transcription de l'hommage:



"Lynde Francis (8 Novembre 1947 - 31 Mars 2009) était une amie, mère, militante, grand-mère, activiste, membre de la délégation, collègues et ami du Fonds mondial. Elle a été membre de la délégation des Communautés depuis 2007 et elle a servi en qualité de membre suppléant du Conseil d'Administration. Elle a siégé au CCM du Zimbabwe et a été un membre fondateur du Réseau Zimbabwéen des personnes vivant avec le VIH.

Lynde est l'une des premières femmes du Zimbabwe, à parler ouvertement de sa séropositivité il ya 23 ans. Elle a mis sur pied une organisation appelée le Centre dans son propre salon, d'abord comme une stratégie d'auto-soutien face à son propre diagnostic, mais est devenu consciente du besoin de plusieurs autres personnes. Le Centre est rapidement devenu une solide Organisation à Base communautaire de soutien aux- Qui continu a soutenir- personnes vivant avec le VIH au Zimbabwe. Lynde a servi dans de nombreux Conseils d'Administration et organismes, et a toujours été un ardent défenseur d'une approche holistique pour faire face à la vie avec le VIH, et à bien des égards, a été un pionnier.

L'un de ses dictons préférés était liée à la valeur d'une alimentation saine, qui a été «Si votre grand-mère a mangé, c'est bon pour vous" encourageant ainsi les PVVIH à identifier les aliments thérapeutiques et les nutriments de leur culture.

Elle était une enseignante prolifique, une personne disposée à enseigner, mais également attentive, un leader qui prêchait par l'exemple, prête à accompagner en vue de l'autonomisation, une amie qui était toujours disponible pour aider et soutenir ceux qui sont dans le besoin, et une amie qui ne vous

trahira jamais.

Nous saluons son engagement et sa passion et nous souvenons de son esprit de générosité.

Nous allumons cette bougie à sa mémoire, mais aussi comme un symbole de mémoire pour toutes les autres personnes vivant avec le VIH, la tuberculose et affectées par le paludisme qui ont disparu, ou font face au quotidien aux contraintes de la vie avec ces maladies. Nous demandons également que cette bougie reste allumée tout au long de cette rencontre, et les futures réunions du conseil d'administration, comme un rappel que notre combat est loin d'être terminé, la reconnaissance des contributions qui sont faites par beaucoup à travers le monde, et comme un symbole de notre engagement en faveur des sans voix pour qui nous travaillons et nous efforçons de faire la différence".

Ce rituel sera répété à chaque réunion du conseil d'administration dirigé par les Délégués des Communautés, ci-après, en souvenir de la vie et des efforts des militants, des collègues, des amis et des proches qui vivent avec ou sont décédés d'une maladie liée au SIDA, la tuberculose et / ou le paludisme

CLARIFICATIONS CONCERNANT LES INDICATEURS-CLES DE PERFORMANCE (KPIs) DANS LE RAPPORT DU DIRECTEUR EXECUTIF

Les délégués communautaires ont souligné que le Fonds Mondial demeure leader et unique organisation internationale ayant des KPIs transparents sur l'embauche des personnes affectées, qui a été la décision finale du consensus du comité de la politique et de la stratégie (PSC) avec 2% ciblé (du total des postes) occupés par les commutataires affectés en 2009 et 2.5% en 2010.

Cependant, dans le rapport du Directeur exécutif, le KIPS a été abandonné.

Ceci a été clarifié par H.E. Lennarth Hjelmaker au cours de la présentation du PSC, qui a expliqué que les KPIs retenus lors des discussions ont été réintroduits à nouveau dans la version révisée du document de la PSC, et que les KPIs n'a pas été abandonnées

LA STRATEGIE DU FONDS MONDIAL EN RAPPORT AVEC L'ORIENTATION SEXUELLE ET L'IDENTITE DE GENRE (SOGI)

À la 19ème réunion du Conseil d'Administration, le PSC a présenté une révision de stratégie sur la SOGI, soutenue par la Délégation des communautés affectées. Toutefois, la délégation a exprimé ses préoccupations sur les points suivants, malgré son soutien à la stratégie:

- (a) L'approche est toujours considérée comme limitée, car les discussions et les efforts sont axés sur les populations des pays à épidémies concentrées, tandis que d'autres pays sont négligés. Les interventions dans ces pays doivent être considérés et inclus dans les programmes du Fonds Mondial
- (b) La stratégie doit être orientée vers l'action soutenue par la fourniture d'un appui au niveau des pays afin de permettre la réalisation de la stratégie en particulier dans les pays avec des lois discriminatoires ou qui pénalisent les minorités sexuelles. Ces groupes spécifiques et des organisations communautaires accèdent difficilement aux ressources du Fonds mondial, malgré le succès de leurs interventions dans les communautés où ils travaillent.
- (c) Il est nécessaire aux bénéficiaires du Fonds Mondial de collaborer plus activement sur le terrain avec des groupes de minorités sexuelles.

Le Conseil a donc adopté les résolutions suivantes:

Le Conseil approuve "La stratégie du Fonds Mondial en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre (SOGI) "(FM/B19/4 - Pièce jointe 3), et demande au Secrétariat de faire un rapport de progrès sur la mise en œuvre de la stratégie à la prochaine réunion du Comité de la politique et de la stratégie."

POLITIQUE DE FINANCEMENT DES INSTANCES DE COORDINATION NATIONALES (CCM)

Le Conseil a adopté une recommandation, en principe, pour un nouveau modèle de financement pour les CCM, qui permet d'augmenter les montants du budget et la flexibilité des modalités de financement sur la base d'objectifs clés, dont les centres d'intérêts seraient les suivantes:

- (a) Participation significative de la société civile et du secteur privé (y compris l'accès au financement pour la société civile);
- (b) Renforcement de la capacité du CCM pour la coordination des programmes;
- (c) Améliorer la capacité à mettre en œuvre des stratégies basées sur l'égalité entre les sexes, l'orientation sexuelle et l'identité de genre; et
- (d) Améliorer la transparence et la mesurabilité des performances du CCM.

Le modèle de financement actuel continuera de s'appliquer jusqu'à l'approbation par le comité du portefeuille de la version révisée de la stratégie qui devrait prendre effet en Janvier 2010

PREVENIR LA RUPTURE DES TRAITEMENTS

Le Conseil a pris acte du report croissant de la menace qui pèse sur la continuité des soins pour le VIH/SIDA, le Paludisme et la Tuberculose, et une commission compétente à récu pour mandat de faire un rapport actualisé sur cette question durant la 20ème réunion du conseil en incluant si possible une analyse qui met en évidence les pays bénéficiaires des financements du Fonds Mondial dans lequel le traitement pour le VIH, le Paludisme et la Tuberculose risque d'être interrompu en 2009-2010.

NOMINATION DU PRESIDENT DU CONSEIL PAR LE BLOC DES RECIPIENDAIRES

Lors de cette réunion du Conseil d'Administration, le mandat de l'actuel Président M. Rajat Gupta, secteur privé, et de Mme Elizabeth Mataka, représentante des ONG des pays en développement, a pris fin.

Conformément au règlement du Conseil, le président et le vice-président devrait donc provenir respectivement du bloc des récipiendaires et du bloc des donateurs. Les nominations ont été faites avant la réunion du côté du bloc des récipiendaires pour le poste du président.

Les postes de président et de vice-président du Conseil d'Administration du Fonds mondial sont extrêmement importants pour le Fonds mondial, car ils représentent non seulement les composantes et les différents blocs, mais parle aussi au nom du Conseil d'Administration du Fonds mondial. Cette nomination est d'autant plus importante que le Fonds mondial a besoin d'une voix crédible qui peut exprimer les besoins de ressources à mobiliser pour accompagner les pays et les organisations de la Société Civile qui présentent des propositions pertinentes, une voix qui peut développer et renforcer les partenariats en période de recession économique, et en fin une voix qui peut faire progresser le Fonds Mondial comme un partenariat public-privé innovatif et indispensable.

Durant la pré-séance de la délégation des Communautés affectées Le premier jour, deux candidats potentiels pour la présidence du conseil ont été annoncés: Il s'agit de Babatunde Osotimehin ministre nigérian de la Santé et de Tedros Adhanom Ghebreyesus, le Ministre éthiopien de la Santé.

Toutefois, la délégation a ensuite été informée la veille de la vidéo-conférence entre le bloc des récipiendaires et les postulants que la candidature du Ministre Babatunde n'a pas été soutenue la délégation pour L'Afrique de l'Ouest et du Centre. Par conséquent, le ministre Tedros demeure unique candidat pour le siège de président du Conseil d'Administration.

En Janvier 2009, le Parlement éthiopien a adopté un projet de loi controversé qui impose de sévères restrictions aux organisations internationales. Les implications de cette loi sont les suivantes:

- (a) les organisations internationales sont interdites d'intervenir dans certains domaines notamment, les droits de l'homme, l'égalité, la résolution des conflits et les droits des enfants;
- (b) Les organisations locales recevant plus de 10% de leur financement à partir de l'extérieur seront considérées comme des organisations internationales et seront également interdites de travailler dans ces domaines; et
- (c) Le projet de loi exclu les ONG internationales des activités suivantes:
 - i. Promotion des droits de la personne humaines et démocratiques
 - ii. Promotion de l'égalité entre les peuples, les sexes ou les religions
 - iii. Plaidoyer pour les droits de l'enfant ou les droits des personnes handicapées
 - iv. La résolution des conflits et la réconciliation
 - v. Les questions de justice pénale

Les Délégués des Communautés s'indignent du signal que cette loi lance, non seulement aux gouvernements africains, mais aussi à l'ensemble des partenaires à travers le monde. Le Fonds mondial est basé sur le partenariat entre gouvernement, société civile, secteur privé et les fondations privées. Cette loi en Éthiopie sape un principe fondamental sur lequel repose le Fonds mondial, car il empêche la société civile éthiopienne d'avoir accès aux financements internationaux nécessaires pour intervenir dans les domaines prioritaires identifiés.

La délégation est également très préoccupée par les implications de cette loi qui a été adoptée pour contrôler rigoureusement la société civile dans une atmosphère de rejet du travail des défenseurs des droits de la personne humaine ainsi que des organisations de la société civile. En s'appuyant sur ces faits et réalités, la délégation a décidé que nous ne pourrions pas soutenir la candidature du ministre Tedros. Notre opposition ne se situe pas au niveau individuel. En effet, le président du conseil du Fonds Mondial représentant ses composantes, parle au nom du Fonds Mondial. Par conséquent, nous pensons que confier la direction du Conseil d'Administration du Fonds Mondial à un ministre éthiopien, s'est donné un signal négatif et désavouer les principes du Fonds Mondial.

Un membre de la délégation a subtilement exprimé ce qui suit: "Au lieu de marquer à la face du monde notre désaccord pour ce qui se passe en Éthiopie, nous désignons plutôt un ministre de ce pays comme président du conseil d'Administration du Fonds Mondial qui est un espace de liberté, d'égalité de droit à la parole et au vote pour la société civile. Ainsi, quel signal lançons-nous si nous soutenons la candidature du ministre Tedros au poste de Président du conseil? Que le Parlement est réaliste en mettant sur pied cette législation, et que, plutôt que de fustiger la situation qui prédomine, nous la salvons et la rendons légitime à travers la nomination de leur ministre de la santé comme le président de notre Conseil d'Administration"

Près de la moitié de la délégation du bloc des récipiendaires a approuvé la position des délégués des Communautés et un certain nombre de délégations appartenant au bloc des donateurs n'était pas

également en faveur de la candidature du ministre Tedros.

A mesure que la 19^{ème} réunion du Conseil d'Administration progressait, un candidat du consensus originaire de l'Amérique latine et des Caraïbes a été proposé puisque les discussions étaient parvenues à une impasse. Cependant, clarification avait été faite plutôt que ce candidat n'est pas apparu pour être un concurrent, mais plutôt pour aider le bloc des récipiendaires à parvenir à un consensus.

Malheureusement, aucun consensus n'a pu être atteint sur les candidats, avec six des membres votant pour le candidat de Amérique Latine et Caraïbes contre quatre contre, quatre votant pour et six contre le ministre Tedros. A mesure que les discussions avançaient, l'Amérique Latine et les Caraïbes a décidé de rétirer leur nomination faute de consensus sur leur candidat et à la suite d'une requête exprimée par la délégation de l'Afrique du Sud et de l'Est. Le Minitre Tedros s'est à nouveau retrouvé unique candidat mais n'a cependant pas fait l'objet d'un consensus.

En raison de l'absence d'un consensus, le bloc des récipiendaires a formulé au conseil tout entier la recommandation de repousser les elections jusqu'en juillet pour lui permettre de trouver un candidat approprié pouvant faire l'objet du consensus

La réponse du conseil est la suivante:

“Le Conseil accepte de reporter l'élection du président du conseil d'administration et du vice-président jusqu'au 15 Juillet 2009, delai de rigueur. Par conséquent, la conseil exige à une commission representant la totalité des électeurs du bloc des récipiendaires avec l'appui du Secrétariat, de proposer des candidats, issus des électeurs du bloc des récipiendaires avant l'élection. Chaque entité des électeurs du bloc des récipiendaires doit désigner un représentant à ce groupe.

Le groupe des électeurs du bloc des récipiendaires veillera à ce que son représentant soit suffisamment informé et recoivent dans un langage approprié des explications nécessaires pour la nomination et le processus électoral en vue d'une participation active à la discussion et à la recherche du consensus sur les candidats.

Le Conseil recommande au Secrétariat, appuyé par les electeurs du bloc des récipiendaires, d'expliquer plus en détail le processus de nomination et d'élection aux délégations en organisant des rencontres parallèles lors de l'Assemblée mondiale de la Santé ou en sensibilisant individuellement les délégations par d'autres moyens.

S'il y a un seul candidat recommandé pour la présidence, le Conseil procèdera à l'élection du président et du vice-président par voix électronique. Si il y a plus d'un candidat recommandé, le Conseil devra procéder au vote lors d'une réunion spéciale du conseil, étendue à d'autres affaires, avec une participation limitée aux membres du Conseil et aux suppléants.

le Conseil décide de manière provisoire d'étendre le mandat de

- (a) l'actuel président du conseil d'administration et vice-président, jusqu'à qu'à la nomination de l'exécutif du nouveau conseil; et*
- (b) les dirigeants actuels et les membres des comités existants jusqu'à la vingtième réunion du Conseil à l'issue de laquelle les dirigeants et membres des comités seront renouvelés.*

Le Conseil demande à l'actuel président et vice-président de constituer une comission de marketing en consultant tous les membres du Conseil.

Le Conseil demande au Comité de la politique et de la Stratégie (PSC) de réviser les procédures de nomination et d'élection du président du Conseil d'Administration et du vice-président, en s'inspirant des leçons apprises et à faire un rapport au Conseil à sa vingt et unième réunion.

Si une Réunion spéciale du conseil d'administration requiert la présence de tous les membres, les implications budgétaires de cette décision sont estimés à environ US \$ 180,000 pour la réunion du Conseil d'Administration special."

Les délégations de la société civile durant la phase de transition, doivent identifier un candidat qui répond aux critères suivants:

- Forte capacité de mobilisation des ressources
- Haute vision, leader et personne influente
- Engagement à travailler avec les organisations nationales et internationales de la société civile comme des partenaires à part entière dans l'exécution et la gouvernance
- Bonne maîtrise et soutien aux politiques et structures du Fonds Mondial
- Personne bénéficiant du soutien total du conseil d'Administration

RENFORCER LA REPONSE DU FONDS MONDIAL FACE AU VIH/SIDA

Notre délégation a relevé les points ci-après au cours des discussions qui ont eu lieu concernant le rôle du Fonds mondial comme un investisseur stratégique dans le domaine du VIH / sida:

- (a) L'importance d'assurer l'adhérence aux médicaments et la fourniture des ARVs;
- (b) Le traitement des Infections Opportunistes peut retarder la progression vers le stade du sida et ne devrait pas être dispensés uniquement à partir du diagnostic de SIDA;
- (c) L'expression de la «transmission verticale" doit être opposée à la PTME, qui semble stipuler que la femme est un vecteur coupable de la transmission, et l'importance de la stratégie "4 points" de l'OMS pour la prévention de la transmission verticale;
- (d) Pour que le Fonds mondial soit en harmonie avec les partenaires de terrain pour la cohérence dans la formulation des messages; et
- (e) que l'intégration des Services de Santé de la Reproduction (SSR), spécifiquement la planification familiale pour prévenir les grossesses non désirées chez les femmes vivant avec le VIH est cruciale dans les interventions.

Ce qui précède combiné au plaidoyer des autres délégations en faveur du renforcement du financement pour la prévention, un leadership national solide et l'accessibilité aux couches les plus vulnérables ont été relevé lors des discussions.

ACTUALITES DE LA DELEGATION

1. Processus de Transition de Leadership

Lors de la pré-séance, la Délégation des communautés, a reconnu et loué la contribution du membre du conseil d'Administration sortant M. Javier Hourcade Bellocq et du point focal communication sortant M. Shaun Mellors. La délégation a ensuite salué l'arrivée du membre du conseil d'Administration entrant Mme Carol Nyirenda, du membre suppléant du conseil d'Administration entrant Mme Morolake Odetoyinbo et du point focal communication à plein temps entrant Mme Rachel Ong.

Au cours de cette pré-séance, Javier a souligné les succès de la délégation, les difficultés rencontrées et des recommandations pour aller de l'avant. Le contenu du processus de transition sera rendu disponible dans le rapport de pré-séance bientôt.

2. Concertation des donateurs

Dans une tentative visant à accroître la stabilité financière de la délégation des Communautés, une concertation des donateurs, co-organisée par la Fondation Ford et la Open Society Institute (OSI), s'est tenue lors de la pré-séance du Conseil d'Administration. La délégation a profité de l'occasion pour actualiser les connaissances des donateurs sur le processus de transition et introduire la nouvelle gouvernance de la délégation des Communautés.

Au cours de cette session, les donateurs ont été informés sur les priorités de la délégation des deux prochaines années et les stratégies à mettre en oeuvre pour y parvenir. Ces priorités sont les suivantes:

- Améliorer la communication interne de la délégation - développer les éléments suivants: programme de tutorat, manuels d'initiation des nouveaux membres, élaboration des TDRs, etc;
- Mobilisation des ressources – mettre les pays en réseaux pour l'appropriation du processus de mobilisation des ressources et l'engagement.
- Participation significative au niveau des pays - y compris l'implication des populations vulnérables et une plus grande représentation des communautés à des réunions régionales et
- Renforcement des capacités - par le biais de partenariats avec les organisations existantes et des mécanismes visant à développer les capacités et la connaissances de nos membres, sur les questions concernant le Fonds Mondial pour une meilleure efficacité dans les CCMs autant que l'amélioration des interventions des organisations communautaires à travers un meilleur accès aux ressources du Fonds Mondial à travers le partenariat avec des organisations pour la formation à la rédaction des propositions et à la compréhension des attentes du Fonds Mondial.

Les donateurs ont approuvé les priorités et salué l'engagement et la contribution de la délégation des communautés au conseil d'administration, et sont ouverts à tous les domaines de collaboration.

Pour plus d'information sur la concertation des donateurs, un rapport sera distribué sous peu de temps et disponible sur le [people Connector](#).